

Devant cette démonstration de puissance, le gouvernement multipliait les arrestations en Algérie, la terreur policière s'installait, elle s'attaqua au M.T.L.D. accusé de complot ; mais rapidement cette thèse s'effondra de l'aveu même de Naegelen pour lequel « il n'y a pas plus de complot qu'il n'y en avait il y a dix-huit mois ». Pour *La Vérité*, c'était l'aveu que la campagne de presse orchestrée autour du prétendu complot n'était qu'un prétexte supplémentaire pour justifier la répression contre les militants algériens. Le gouvernement choisit alors de paralyser l'action du M.T.L.D. en faisant saisir systématiquement sa presse. Le P.C.I. aux côtés du M.T.L.D. fit une intense campagne pour la libre parution de *L'Algérie libre* : « Ses militants et sympathisants sont et seront dans les entreprises et les universités à l'avant-garde de ce combat. Ils se feront un devoir de faire remplir par le maximum de travailleurs les listes de pétitions exigeant la réparation de *L'Algérie libre* et la cessation de toute répression policière contre les travailleurs nord-africains. » (Voir Document n° 12.) (*La Vérité*, 1^{re} quinzaine octobre 1950.)

Pour le P.C.I., la meilleure façon d'exprimer sa solidarité aux militants du M.T.L.D. victimes de la répression, tels les anciens députés Khider et Mostefaï Chawki, était de soutenir les revendications légitimes du peuple algérien, au premier lieu l'indépendance.

Les possibilités d'expression des mouvements nationalistes étaient de plus en plus réduites ; ainsi le gouvernement fit interdire le 1^{er} avril 1951 un meeting commun à l'Istiqlal, le Néo-Destour, le M.T.L.D. organisé à la Mutualité, la police se livrant à cette occasion (les exemples allaient se renouveler) à une véritable chasse aux militants nord-africains se trouvant dans le quartier. Lors du défilé du 1^{er} Mai, afin d'empêcher le renouvellement des démonstrations de l'année précédente, « la police a violemment chargé contre les travailleurs nord-africains qui participaient aux défilés des organisations ouvrières. Comme il pouvait être difficilement question d'interdire aux travailleurs algériens de défiler ce jour-là au milieu des travailleurs français, leurs frères de classe, le gouvernement des Queuille, Thomas et Cie a cru que la manière forte, habituelle à la flicaille suffirait. Cela ne s'est pas vu à Paris — où la police a connu un cuisant échec — mais aussi à Argenteuil, à Mézières, Longwy, Arras, Maubeuge. » (*La Vérité*, 17 mai 1951.) Les provocations prenaient des formes diverses, comme le procès des quatorze Algériens de Lyon, qui après trois mois de prison préventive, furent condamnés à des peines très légères. Le verdict constituait un aveu pour le public, plus d'un millier de personnes se rendent alors en manifestation au Palais de Justice (voir Document n° 13). En Algérie, de 1948 à 1953, les condamnations se chiffrent à 1025 années de prison, 570 d'interdiction de séjour, 1 210 de privations de droits civiques et 24 millions de francs d'amendes.

Les deux autres pays maghrébains, la Tunisie et le Maroc, avaient le statut de protectorats. La pénétration du nationalisme dans les masses se développait sous l'impulsion du Néo-Destour avec Bourguiba, et l'Union générale des travailleurs tunisiens de Fehrat Hached en Tunisie ; au Maroc, l'Istiqlal était à la tête du mouvement nationaliste, s'appuyant sur le prolétariat urbain. Face à cette situation, la France envoya des résidents énergiques

tels Juin au Maroc et de Hautecloque en Tunisie. La manière forte se traduisit par des troubles graves :

- émeutes d'Enfidaville (25 novembre 1950) en Tunisie ;
- ratissage ;
- arrestation de Bourguiba (1952) ;
- assassinats ;
- provocations de la Main rouge ;

au Maroc, la manifestation de protestation contre le meurtre de Fehrat Hached servit de prétexte à une répression sauvage qui fit plusieurs centaines de victimes à Casablanca, de nombreux militants politiques et syndicaux furent arrêtés.

Le P.C.I. appelait ses militants à soutenir le peuple tunisien et demandait l'envoi d'une commission d'enquête.

Au Maroc, le sultan Mohamed Ben Youssef était arrêté le 20 août 1953 et envoyé en exil à Madagascar. Son remplaçant était Moulay Arafa, le candidat du Glaoui, ce qui eut pour conséquence de créer le vide politique et des troubles (faisant plus de 400 morts, des centaines de blessés, plus de 5 000 arrestations).

Le huitième congrès du P.C.I. (juillet 1952) analysait ainsi la situation en Afrique du Nord :

« La crise de l'Afrique du Nord, latente depuis 1945, a été ouverte à la suite des défaites de l'impérialisme au Vietnam et de l'élargissement de la révolution coloniale dans le Moyen-Orient (Iran-Egypte). Les organisations nationalistes dirigeant le mouvement d'émancipation en Tunisie et au Maroc — et dont la nature de classe particulière correspond à la structure sociale de chacun des pays (semi-féodal pour l'Istiqlal, Néo-Destour, parti démocrate bourgeois) — se sont efforcées d'exploiter les difficultés croissantes de l'impérialisme français pour obtenir, par la voie des réformes, un degré d'autonomie croissant par rapport à la France.

« Elles ont cherché à exploiter dans ce but les rivalités inter-impérialistes, avant tout d'obtenir l'appui de l'impérialisme américain qui veut faire du Maroc une pièce maîtresse de son dispositif militaire en Afrique. Le M.T.L.D. qui dirige le mouvement d'émancipation en Algérie et possède un caractère plébien de masse, a suivi une orientation anti-impérialiste beaucoup plus nette par une opposition constante à l'Union Française et la constitution du Front national algérien.

« L'impérialisme français, incapable d'accorder des réformes substantielles par suite des caractéristiques en Afrique du Nord (rôle des grands colons français) et incapable de réprimer complètement le mouvement nationaliste qui s'appuie sur l'écrasante majorité de la population, se voit obligé de suivre une politique d'interventions brutales périodiques qu'il ne peut poursuivre et qui ne fait qu'accentuer les sentiments de révolte de masse, obligeant d'autre part les organisations nationalistes à s'appuyer sur ce mouvement de masses. Ainsi se prépare l'explosion générale du Maghreb... »

Sous la pression des événements d'Indochine, la situation évolua rapidement. Le 31 juillet Mendès-France se rendit à Carthage, accompagné de Juin et Fouchet, jouant le rôle de caution de la droite. Cette opération éclair avait pour but de promettre l'autonomie interne à la Tunisie ; l'impérialisme fran-